

La Réplique

ACCROITRE NOTRE POUVOIR!

FOCUS : VANCOUVER 2015

**Mark Hancock,
nouveau
président
national du
SCFP**

Après Harper,
l'espoir

**Profil –
Les batailles de
Maureen O'Reilly**

AFFICHE DÉTACHABLE :
VIH ET SIDA, UN ENJEU POUR
TOUS LES TRAVAILLEURS



« Parfois, quand on croit profondément à un enjeu, il faut passer à l'action »

Maureen O'Reilly, Présidente du syndicat des employés de la Bibliothèque publique de Toronto

La section locale 79 du SCFP veut mettre fin au travail précaire

A lors que les négociations se mettent en branle à la Ville de Toronto, la section locale 79 du SCFP lance le débat sur la prolifération du travail précaire.

Le syndicat des cols blancs de Toronto a démarré, en novembre, une campagne sur l'instabilité croissante des postes dans la plus grande métropole canadienne.

« Nos membres sont en première ligne, explique le président de la section

locale 79 du SCFP, Tim Maguire. Ils fournissent des services aux gens qui n'arrivent pas à boucler leur budget à défaut d'avoir un emploi stable et sûr... et certains font eux-mêmes partie de cette clientèle. »

La campagne GoodJobsTO.ca encourage les citoyens à contacter le maire John Tory. Celui-ci a fait de la réduction de la pauvreté son cheval de bataille. La campagne l'exhorte à instaurer un salaire équitable, à améliorer les normes de travail

(horaires prévisibles, nombre d'heures minimum garanti), à obtenir la sécurité d'emploi et des avantages sociaux pour les emplois de la Ville et de ses sous-traitants et, enfin, à imposer ces critères aux processus d'approvisionnement de la Ville. Cette campagne réclame aussi des investissements dans les grandes infrastructures pour créer des emplois stables et sûrs, ainsi qu'un soutien aux efforts visant à renforcer les normes d'emploi provinciales.

La section locale 79 du SCFP représente 20 000 employés de la Ville de Toronto, de la Toronto Community Housing Corporation et de l'hôpital Bridgepoint.

■ Kevin Wilson

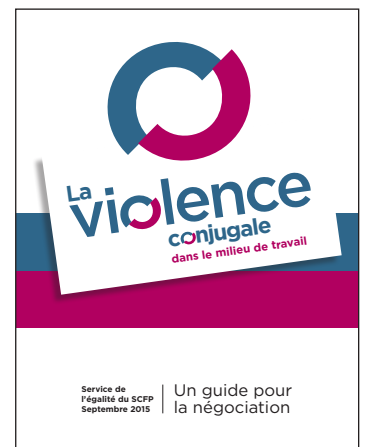
Un guide de négociation sur la violence conjugale

Le service de l'Égalité a publié un guide pour aider les sections locales à négocier un soutien aux victimes de violence conjugale. Ce guide intitulé *La violence conjugale dans le milieu de travail : Un guide pour la négociation* s'intéresse à :

- la définition de la violence conjugale et ses impacts au travail;
- la négociation de protections au travail contre la violence conjugale;
- des exemples d'articles de convention collective;
- un aide-mémoire sur les politiques au travail et la

convention collective. Le guide se trouve au scfp.ca. On peut commander des exemplaires au **SCFP.CA/COMMANDEZ-DU-MATERIEL**

■ Wes Payne



LET'S MAKE TORONTO
A LEADER IN BUILDING
GOOD JOBS
AND BETTER LIVES.

52% of workers in Toronto don't have stable, secure jobs.

Go to goodjobsTO.ca

Terre-Neuve met les PPP sur la glace

À la veille des élections provinciales, le gouvernement terre-neuvien a annoncé qu'il reportait à plus tard la fin des appels d'offres pour quatre projets de foyers de soins infirmiers construits en partenariat public-privé (PPP).

Le SCFP-T.-N.-L., la Fédération du travail de T.-N.-L. et les autres syndicats du secteur public s'étaient opposés à l'idée de construire ces établissements en PPP.

L'appel d'offres original laissait entendre que le contrat des 360 nouveaux lits de soins serait signé avant les élections de novembre. Or, le NPD et les libéraux se sont prononcés contre ce plan de privatisation des soins de santé.

L'été dernier, à St. John's, le SCFP-T.-N.-L. commanditait un mini-symposium sur les PPP, où des experts, comme l'économiste Hugh MacKenzie, ont déboulonné le modèle. Puisque la procédure d'appel d'offres a été reportée après la nouvelle année et qu'un gouvernement provincial libéral provincial a été élu, on s'attend à ce que le projet de PPP finisse à la poubelle.

■ John McCracken

LA PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU SCFP HIVER 2016

La Réplique

SSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7 Téléphone : 613-237-1590 Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédacteur en chef Cybelle Morin
Directeur des communications par intérim Catherine Louli

Graphiste Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction
Hélène Bélanger • Geneviève Robichaud • Méliza Fournier • Michel Saucier

Collaborateurs Kevin Wilson • John McCracken • Riccardo Filippone • Pierre Ducasse • Greg Taylor • Wes Payne • Stella Yeadon • Janet Szliske • Philippe Gagnon

SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Président national Mark Hancock

Secrétaire-trésorier national Charles Fleury

Vice-présidences générales
Daniel Légère • Lucie Levasseur • Fred Hahn • Kelly Moist • Marle Roberts

Vice-présidences régionales

Wayne Lucas / Terre-Neuve-et-Labrador • Mike McNeil / Nouvelle-Écosse • Odette Robichaud / Nouveau-Brunswick • Lori MacKay / Île-du-Prince-Édouard • Denis Bolduc, Benoît Bouchard / Québec • Michael Hurley, Candace Rennie / Ontario • Henri Giroux / Nord de l'Ontario • Mike Davidson / Manitoba • Judy Henley / Saskatchewan • David Graham / Alberta • Paul Faoro, Victor Elkins / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Gloria Lepine • Yolanda McClean

Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



Le courage de ses convictions

Quand les employés de bibliothèque commencent à manifester, c'est signe que ça va mal. Et Maureen O'Reilly mène le bal.

« On m'a élue présidente des employés de bibliothèque un mois avant l'élection de Rob Ford, et j'ai quand même survécu », lance la présidente de la section locale 4948 du SCFP, le

syndicat des employés de la Bibliothèque publique de Toronto.

Ford a été porté à la mairie en 2011 par une vague de mécontentement, en promettant de mettre fin aux dépenses soi-disant exagérées à l'Hôtel de Ville. Avec son frère Doug, élu conseiller municipal aux mêmes élections, il s'est donné pour mission d'attaquer quiconque oserait contredire ses idées d'austérité.

Doug a rapidement croisé le fer avec la consœur O'Reilly, aussi coprésidente du Comité national du SCFP sur les bibliothèques et présidente du Comité du SCFP-Ontario sur les bibliothèques, et les syndiqués qu'elle représente.

Les frères Ford ne l'ont jamais vue venir.

« Parfois, quand on croit profondément à un enjeu, il faut passer à l'action », affirme la consœur O'Reilly.

Les conventions collectives étant à renouveler, la section locale 4948 du SCFP a ciblé l'épidémie de postes précaires et à temps partiel dans son secteur. La moitié de l'effectif de la section locale occupe un poste de

ce genre.

« En créant notre profession, Melvil Dewey a déclaré qu'il créait une main-d'œuvre aux qualités morales élevées et au salaire bas », précise la consœur O'Reilly, qui ajoute que les municipalités à court d'argent « pensent d'abord

à couper dans les bibliothécaires, qu'elles considèrent comme offrant un service de moindre importance ».

Il y a quatre ans, O'Reilly et ses membres ont tenu tête à la Nation Ford, débrayant pour repousser les compressions que voulaient imposer Rob et Doug. Les syndiqués ont réussi à faire tomber les demandes de concession et même à faire des gains, dans un contexte très difficile.

Et si les frères Ford ne dirigent plus la Ville de Toronto, Maureen O'Reilly, elle, est toujours à la tête de la section locale 4948 du SCFP.

■ Kevin Wilson



Une nouvelle ère sur la Colline

Le 19 octobre 2015, tout le monde (sauf les conservateurs purs et durs) a accueilli avec joie la fin de l'ère Stephen Harper.

Les libéraux ont promis de réparer en partie les torts causés par dix ans de règne conservateur.

Ils ont commencé à le faire, d'ailleurs : rétablis-

ment du questionnaire long du recensement; parité hommes-femmes au cabinet; fin de l'obligation, pour les Villes, de former un PPP avant de réclamer une subvention d'infrastructure; fin de la surveillance des scientifiques et des autres employés du secteur public. Aussi,

d'importantes réunions entre le premier ministre et ses homologues provinciaux sont à nouveau à l'ordre du jour.

Ces mesures adoptées rapidement ont suscité un grand enthousiasme.

Normalement, je vous conseillerais, à ce stade, de tempérer vos espoirs,

mais, cette fois-ci, rehaussons plutôt nos attentes. Pas par cynisme ou par partisanerie mal placée, mais simplement parce qu'il ne faut pas laisser le départ de Harper fausser la valeur réelle de ces changements.

Aussi importants soient-ils, ces changements marquent un retour à la normale. C'est du rattrapage, et non un pas en avant.

Toutefois, n'oublions pas que le nouveau gouvernement a posé quelques gestes inquiétants. Alors qu'il participait aux discussions sur les changements climatiques à Paris, Trudeau a déclaré que le Canada adoptait la position américaine et refusait d'appuyer des cibles contraignantes de réduction du carbone. Parallèlement, on s'attend à ce qu'il signe un accord de

libre-échange contraignant, le Partenariat transpacifique, qui, entre autres répercussions négatives, limitera notre capacité à lutter contre les changements climatiques au pays. Et voilà que le nouveau ministre des Ressources naturelles se donne, pour chef de cabinet, un ancien lobbyiste de l'industrie pétrolière et gazière. Ce n'est pas le changement qu'on nous promettait.

Le NPD a soulevé ces problèmes et il continuera à rehausser les attentes.

Célébrons le retour des choses précieuses que nous avons perdues sous les conservateurs. Mais exigeons encore beaucoup plus de la part du nouveau gouvernement.

■ Riccardo Filippone

PRÉSIDENT NATIONAL MARK HANCOCK

Une nouvelle année pour accroître notre pouvoir syndical

La nouvelle année sera riche en défis de toutes sortes pour les membres du SCFP. Le mouvement syndical a réussi à repousser de nombreuses attaques contre les droits des travailleurs, mais il aura du pain sur la planche en 2016 s'il veut obtenir des changements progressistes pour les travailleurs, leurs proches et leurs collectivités.

Je suis honoré d'être devenu votre président national au congrès de 2015, à Vancouver. Pour la nouvelle année, je compte travailler, avec les membres du SCFP, au renforcement de notre pouvoir syndical.

En 2016, la syndicalisation sera mise à l'avant-plan. Nous concentrerons nos efforts sur la protection des travailleurs précaires et la lutte à la sous-traitance et à la privatisation des services publics.

Pour avancer, nous aurons besoin de sections locales fortes. Et pour aider celles-ci à se battre pour un salaire décent, de meilleurs avantages sociaux et des prestations de retraite plus généreuses, il faut mobiliser nos membres et offrir aux sections locales les ressources dont elles ont besoin pour négocier.

De plus, 2016 sera l'Année de la santé et de la sécurité au SCFP. Nous redoublerons d'ardeur pour obtenir des milieux de travail sûrs, pour nos membres comme pour tous les travailleurs, au pays et à l'étranger, particulièrement pour ceux qui occupent les emplois les plus précaires et vulnérables.

Le nouveau gouvernement libéral fédéral a fait de nombreuses promesses, dont celles d'annuler les attaques des conservateurs contre les droits des travailleurs et d'agir concrètement dans la lutte aux changements climatiques. En 2016, nous ferons en sorte que les libéraux tiennent leurs promesses.

Je vous souhaite, ainsi qu'à vos proches, une excellente année 2016. Je vous invite à renouveler votre engagement à accroître le pouvoir des travailleurs partout dans le monde. Ensemble, faisons du SCFP une voix plus forte pour tous les travailleurs.

MARK HANCOCK EN LIGNE twitter.com/CUPENatPres



Focus:

CONGRÈS 2015



Accroître notre pouvoir à la table de négociations et au-delà

Suite à des discussions longues et fructueuses, les délégués au congrès national du SCFP ont adopté le document d'orientation stratégique pour 2015-2017.

L'organisation et la syndicalisation représentent le cœur de notre travail comme syndicat, et le document accorde une importance particulière aux travailleurs précaires. Le sort de ces travailleurs est identifié comme une grande priorité, notamment en luttant pour élargir la portée de nos conventions

collectives pour y inclure tous les travailleurs déjà présents dans nos milieux de travail. Nous devons intégrer, le plus possible, les travailleurs précaires à l'intérieur de nos unités de négociation.

Le SCFP affirme également que nous devons poursuivre et accroître nos stratégies de recrutement, tant au niveau local et régional que de manière sectorielle.

Au SCFP, nous tenons à cœur les enjeux touchant les travailleurs marginalisés, et nous visons à négocier des conventions

collectives qui sont à la fois fortes et inclusives. Ainsi, une attention toute particulière doit également être donnée à la diversité et l'équité – tant dans nos lieux de travail qu'au sein même de notre syndicat.

Pour renforcer ce travail d'organisation, le SCFP tiendra notamment deux événements importants : notre seconde conférence du Conseil national des secteurs, en octobre 2016, et une autre conférence, en 2017, portant sur le thème « Accroître le pouvoir des sections locales », où nos membres pourront partager leurs meilleures pratiques.

La mobilisation des membres se fait aussi sur des enjeux spécifiques comme la santé et la sécurité; ainsi, le SCFP va faire de 2016 l'Année de la santé et de la sécurité, avec une préoccupation pour ses membres les plus vulnérables ou vivant avec de la violence.

Il va sans dire que la lutte à la privatisation et à la sous-traitance demeure une priorité pour notre syndicat, afin de protéger les conditions de nos membres, et la qualité des services publics.

Or, le SCFP reconnaît aussi que de nombreuses batailles doivent avoir lieu ailleurs qu'à la table de négociations. L'action politique demeurera une priorité, tant dans l'arène de la politique partisane qu'au sein de mouvements sociaux.

Nous savons aussi que de nombreux enjeux – la pauvreté, le commerce, les droits humains, la privatisation et l'austérité – sont des phénomènes mondiaux, et donc que la solidarité internationale est une composante essentielle de toute stratégie de riposte. Le document souligne également d'autres enjeux prioritaires comme la lutte aux changements climatiques.

Au SCFP, nous savons que notre force vient avant tout de nos membres. Le document d'orientation stratégique nous le rappelle à de nombreuses reprises. Accroître le pouvoir de nos membres, c'est accroître le pouvoir de notre syndicat. Et c'est sur la base de ce pouvoir que nous contribuons à bâtir un pays meilleur et solidaire pour tous.

■ Pierre Ducasse



Plus de 2 000 membres du SCFP se sont réunis à Vancouver pour le 27^e congrès national biennal du SCFP, du 2 au 6 novembre.

Les dix faits saillants :

1 Élection d'un nouveau président national. Mark Hancock devient le sixième président national du SCFP; il le dirigera avec assurance. Ré-élection pour un troisième mandat de Charles Fleury, secrétaire-trésorier national.

2 Manifestation d'appui au manifeste *Un grand bond vers l'avant*.

Nous avons exhorté le Canada à agir concrètement afin d'abandonner les énergies fossiles pour adopter une économie sans pollution.

3 Une résolution adoptée augmente le pourcentage de revenu de la caisse nationale de défense permettant plus de ressources au financement des projets

« Il faut s'écouter les uns les autres et défendre nos services publics, garder nos milieux de travail sûrs et sains, et enfin protéger les emplois décents dans nos collectivités. »

Mark Hancock, 6^e Président national du SCFP.

2208 délégués

VANCOUVER
SCFP-CUPE 2015



Notre nouveau président national

Mark Hancock est devenu le sixième président national du SCFP au dernier congrès national, qui s'est tenu à Vancouver, dans sa province.

Mark est membre du SCFP depuis 1984. À 25 ans, il est élu président de la section locale 498 du SCFP, la section locale des employés municipaux de Port Coquitlam. Il restera en poste pendant 15 ans.

Puis, il a siégé au conseil exécutif du SCFP-C.-B. pendant plus de 12 ans, avant d'être élu secrétaire-trésorier de la division en 2005. La même année, il est élu au conseil exécutif national à titre de vice-président régional représentant la Colombie-Britannique. En avril 2013, après quatre mandats à titre de secrétaire-trésorier, il a succédé à Barry O'Neil au poste de président du SCFP-C.-B.

« Mon vécu à la section locale et à la division m'a appris qu'il faut poursuivre les conversations individuelles avec nos membres, a déclaré M. Hancock. Il faut s'écouter les uns les autres et défendre nos services publics, garder nos milieux de travail sûrs et sains, et enfin protéger les emplois décents dans nos collectivités. »

Membre actif du Nouveau Parti démocratique, Mark a été le premier président du Comité national d'action politique du SCFP. Il a aussi œuvré au comité Justice mondiale et à la Fédération du travail de la C.-B.

■ Greg Taylor



VANCOUVER
CUPE-SCFP 2015

CUPE NATIONAL CONVENTION
CONGRÈS NATIONAL DU SCFP

Le congrès national 2015 du SCFP
en version **mobile!**

Téléchargez l'appli >

Offerte sur iPhone, Android, Google et Blackberry



en cours tout en protégeant la santé de la caisse de grève.

4 Hommage aux militants et félicitations aux récipiendaires des prix d'alphabétisation (Danny Cavanagh), de santé et sécurité (Pearl Blommaert), des droits des personnes handicapées (Ann Ramsay) et des prix Grace-Hartman (Katie McGovern) et Ed-Blackman (Elizabeth Paris).

5 Lancement d'une application mobile du congrès, une première pour le SCFP. Mille-neuf-cent délégués s'en sont servis pour accéder aux ressources du congrès et communiquer entre eux.

6 Adoption du document d'orientation stratégique, un programme ambitieux pour les deux prochaines années qui met l'accent sur l'accroissement du pouvoir des travailleurs.

7 Partage de nos défis et de nos réussites dans les forums, réunions sectorielles, caucus, au Village du SCFP et sur le parquet, pour accroître nos connaissances et nos capacités.

8 Solidarité internationale avec des invités qui nous ont rappelé les similarités entre les problématiques à travers le monde et le rôle que nous pouvons jouer à l'international.

9 Célébration de la défaite du gouvernement Harper, en mettant l'accent sur ce que devra faire le NPD pour faire tenir promesse aux libéraux et leur demander des comptes.

10 Des discours passionnants de Naomi Klein, Juge Murray Sinclair, Lee Saunders, Rosa Pavanelli, Hassan Yussuff, Mohamed Fahmy et Tom Mulcair.

VANCOUVER
SCFP-CUPE 2015

Coût nul: nouveau nom, mêmes zéros

Partout au pays, nos sections locales sont de plus en plus confrontées à une nouvelle stratégie de négociation des employeurs. Dans une négociation « coût nul », l'employeur s'attend à ce que les travailleurs assument eux-mêmes le coût des améliorations demandées en sacrifiant autre chose, avec pour résultat une augmentation nulle ou quasi nulle de la rémunération totale.

Cette stratégie vise à faire porter aux travailleurs l'entière responsabilité des

améliorations salariales, sans leur permettre de faire des gains réels. Les gouvernements libéraux aiment particulièrement cette stratégie, comme l'ont constaté nos membres de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse.

Que peuvent faire nos sections locales? Les gouvernements ont l'habitude d'imposer des négociations à coût nul à l'ensemble du secteur public, ce qui risque de toucher d'autres syndicats. La collaboration syndicale est donc de mise.

Il est tout aussi important d'étudier le positionnement de chaque proposition individuellement. Les propositions ne sont pas toutes égales. Il est parfois possible de faire des gains dans l'échange en poussant l'analyse plus loin.

Néanmoins, il faut aussi être à l'affût des tentatives de création de conventions à doubles paliers. Les échanges de ce type sont souvent tentants, mais ils seront dévastateurs à long terme pour le syndicat.

■ Wes Payne



La crise des soins de longue durée

Pour mieux soigner et assurer la sécurité de leurs résidents, les employés des soins de longue durée en Ontario ont milité, sous le slogan *Le temps pour soigner*, pour l'imposition d'une norme de quatre heures de soins quotidiens. Selon eux, le gouvernement ontarien refuse de protéger les résidents vulnérables en ne haussant pas la dotation en personnel et en ne réagissant pas à la recrudescence de la violence dans les maisons de soins, y compris la violence entre patients. Le manque d'effectifs engendre aussi une charge de travail excessive qui empêche les employés de prodiguer des soins empathiques.

Et voilà que deux rapports leur donnent raison. Celui du bureau du coroner de l'Ontario affirme que 13 résidents ont été tués par un autre résident en 2013-2014. Celui de la vérificatrice générale souligne que le manque de personnel et de formation empêche les établissements de soins de longue durée de se conformer aux ordres du gouvernement à la suite d'une plainte.

« La hausse du nombre de plaintes illustre la crise que vit le système, affirme la présidente du comité des employés de la santé du SCFP-Ontario, Kelly O'Sullivan. Le nombre d'homicides devrait pousser le provincial à changer les choses et à légiférer sur les soins quotidiens minimums. Nous faisons tout en notre pouvoir pour convaincre le gouvernement d'agir. »

Pour en savoir plus : CUPE.ON.CA/FR

■ Stella Yeadon

Têtes-à-têtes!



en bref

Victoire à Surrey

Le syndicat des employés municipaux de Surrey (section locale 402 du SCFP) s'occupe maintenant du Surrey Animal Resource Centre, après une entente avec la Ville. Le syndicat avait avancé l'idée, à la table des négociations, que le centre offrirait un meilleur service à la clientèle et aux animaux s'il employait des syndiqués SCFP.

White Rock municipalise son eau

La Ville de White Rock a repris le contrôle de son service d'eau, qui était dans les mains de la société EPCOR d'Edmonton. Le président de la section locale 402-01 du SCFP, Mike Guraliuk, est heureux de voir les employés du service venir gonfler les rangs de sa section locale, qui a fait campagne pour cette municipalisation : « C'est une question de pouvoir contrôler nos ressources et la qualité des services aux citoyens ».

Section locale 416 du SCFP à Toronto : défendre les bons emplois locaux

Une année, ça peut faire toute une différence.

Devant un soulèvement populaire quant à l'importance de protéger les bons emplois, et devant des preuves irréfutables démontrant la plus-value des employés municipaux, le nouveau maire de Toronto, John Tory, et son président du Comité des travaux publics, ont abandonné leur promesse de sous-traiter les derniers emplois dans les ordures.

Il a fallu près d'un an de travail pour décrocher cette victoire. Après l'élection de Tory, des militants du syndicat des employés de Toronto (section locale 416 du SCFP) ont entamé une campagne pour défendre environ 600 emplois au service des ordures. Avec l'aide du personnel national, des alliés et des partisans du SCFP, ils ont recueilli des données, rencontré les conseillers et parlé à toute personne ouverte à les écouter de l'importance de protéger et d'améliorer les bons emplois.

Leurs efforts ont porté fruit : le maire et ses partisans ont reporté d'au moins un an toute décision dans ce dossier.

Lee Saunders livre un discours enflammé aux délégués

Lee Saunders est le président de la Fédération américaine des employés municipaux, étatiques et de comté (AFSCME), qui représente 1,6 million de membres dans presque tous les États américains. La Réplique l'a interviewé après le discours enflammé qu'il a prononcé au congrès national du SCFP.

Qu'avez-vous à dire aux syndicalistes découragés par les attaques répétées contre le mouvement syndical ?

Nous ne pouvons pas nous permettre de nous décourager. C'est ce qu'ils espèrent. Ils veulent nous frustrer. Il faut se tenir debout, tous ensemble. Il faut se rallier plus que jamais devant ces vicieuses attaques. Ils veulent nous voir abandonner; à nous de rester debout. Pour les services publics; pour les familles de travailleurs, syndiqués comme non-syndiqués; pour une économie en marche pour tous; pour que chacun ait une chance raisonnable de

concrétiser son rêve d'une vie meilleure.

L'AFSCME vit une croissance phénoménale. Comment réussissez-vous à dialoguer avec vos membres ?

Il faut changer la manière de faire du syndicat. Il faut consacrer des ressources et du personnel à ces conversations. Aussi, il faut intéresser nos membres à converser avec leurs collègues de travail. Nous y arrivons par le biais de formations, comme notre programme d'organisateur-membre bénévole où nous enseignons aux gens à parler. Nous espérons former 8 000 personnes qui pourront discuter avec leurs collègues à travers le pays. Nos affiliés participent pleinement à cet effort, mais, pour que ces conversations aient lieu, il faut aussi obtenir la participation des militants et, ultimement, des membres. C'est le seul moyen d'y parvenir.

Que peut faire une section locale pour bâtir une action collective ?

Il faut d'abord intéresser ses membres, leur parler, les convaincre de participer à la vie de leur syndicat. Le syndicat est la force de ses



membres et des actions que ceux-ci entreprennent. Il faut donc identifier les enjeux locaux auxquels sont confrontés ces membres, ce qui les préoccupe, les attaques qu'ils subissent. Puis, on élabore un plan, une stratégie. Enfin, on demande aux membres de participer et de s'unir, pour leur propre bien, pour leur gagne-pain, celui de leurs proches et celui de leur communauté. Je

ne répéterai jamais assez l'importance d'établir une communication individuelle de base. Je crois que, dans le passé, on a fait l'erreur de cesser de parler, à cause de toute la technologie. On a cessé de se parler. Or, rien ne remplace le fait de parler avec les gens.

Comment encouragez-vous les syndiqués à rester forts, actifs et participatifs ?

Je commence par les

écouter. Dans ces conversations-là, il ne faut pas leur dire « faites ceci, faites cela », parce que, dans bien des cas, c'est la première fois qu'on leur adresse la parole. Il faut écouter leurs intérêts et leurs frustrations avant de leur expliquer comment résoudre tout ça.

Janet Szliske

La version intégrale de l'entrevue se trouve au SCFP.CA/SAUNDERS

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

Renforcer nos caisses nationales de grève et de défense permet d'accroître notre pouvoir syndical

En 2015, nous avons trimé dur pour resserrer les finances du SCFP. Résultat : avec des assises financières plus solides, nous avons pu renforcer les Caisses nationales de grève et de défense, dans l'intérêt de nos membres.

Il y a maintenant plus de 80 millions de dollars dans notre Caisse nationale de grève; nous avons les ressources requises pour soutenir chaque membre du SCFP qui fait du piquetage. Cependant, pour soutenir aussi toutes les campagnes à frais partagés, nous avons besoin d'une Caisse nationale de défense mieux garnie.

C'est pourquoi le Conseil exécutif national (CEN) a proposé de modifier le partage entre la Caisse nationale de grève et la Caisse nationale de défense. Les délégués au dernier congrès national ont adopté cette modification. Dorénavant, chacune de ces caisses recevra cinq pour cent des revenus de capitation, ce qui permettra d'augmenter

les ressources disponibles pour les campagnes, les activités de syndicalisation et les priorités du document d'orientation stratégiques. Auparavant, six pour cent allaient à la Caisse nationale de grève et les quatre pour cent restants étaient déposés dans la Caisse nationale de défense.

En outre, nous avons amélioré la Caisse nationale de grève. Le CEN a entériné des modifications au règlement de celle-ci pour permettre une plus grande flexibilité dans les horaires de piquetage des membres à statut précaire ou à temps partiel. De plus, dorénavant, le SCFP national remboursera l'intégralité des frais d'arbitrage encourus par les sections locales qui ne disposent pas du droit de grève.

Début 2016, un groupe de travail se penchera sur toutes les facettes de la Caisse nationale de grève, comme le délai de carence de l'indemnité de grève, le montant hebdomadaire de l'indemnité, ainsi que les tâches et activités reliées à la grève.

Ce groupe est composé de membres issus de différentes sections locales à travers le pays. À titre de président du groupe de travail, je ferai rapport au CEN de septembre 2016.

Nos Caisses nationales de grève et de défense nous donnent du pouvoir. En les renforçant, nous nous sommes assurés d'offrir à nos membres la capacité de relever les nombreux défis qui les attendent dans les prochaines années.

Bonne année à tous et à toutes.

CHARLES FLEURY EN LIGNE twitter.com/CUPENatSec



Sensibiliser. Protéger. Mobiliser.



Le VIH et le SIDA
un enjeu pour tous les travailleurs

SCFP | Syndicat canadien
de la fonction publique